

# LE PATRIOTE

200 frs

*Méfiez-vous  
de l'homme nu  
qui vous  
propose  
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

Meeting de la majorité présidentielle

## UNE GRANDE MOBILISATION POUR UN DIALOGUE À DOLISIE



Un grand meeting a réuni le week-end dernier au boulevard Alfred Raoul les partis soutenant le chef de l'Etat sous la direction de Pierre Ngolo, président par intérim du Rassemblement de la majorité présidentielle (Rmp). Cette occasion a permis aux acteurs politiques de la majorité d'exprimer leur position sur les grandes questions d'actualité au Congo, à l'orée des élections locales de juillet prochain.

☞ 4

Collectif des partis d'opposition

## UN SANCTUAIRE DE L'INTOLÉRANCE

☞ 3



Crise au MCDDI  
**LA GUÉGUERRE  
KOLELAS-MAMPOUYA  
CHANGE-T-ELLE DE  
TERRAIN ?**

☞ 5



Intégration sous régionale

## BIENTÔT UNE AGENCE DE LA BEAC À OYO

☞ 6

## LA GOUVERNANCE CONGOLAISE DES RECETTES EXTRACTIVES VALIDÉE PAR L'ITIE

☞ 7

## DIEUDONNÉ MOUSSALA PRÉOCCUPÉ PAR LA GESTION DE LA REDEVANCE AUDIOVISUELLE

☞ 7

Violences aux femmes

## ROMPRE AVEC L'IMPUNITÉ POUR RESTAURER LA DIGNITÉ DES VICTIMES

☞ 8

## POURQUOI LE NOUVEAU PAPE S'APPELLE FRANÇOIS ET NON FRANÇOIS 1<sup>er</sup> ?

☞ 10



## LE CHEF DE L'ETAT HONORE LA MÉMOIRE D'EDITH LUCIE BONGO ONDIMBA

En séjour de travail à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso a, à cette occasion, honoré la mémoire de sa regrettée fille Edith Lucie Bongo Ondimba, ancienne première dame du Gabon, décédée il y a quatre ans.

Le chef de l'Etat accompagné de son épouse se sont rendus au cimetière familial Kona-Kona, à Edou, à quelques encablures d'Oyo, où se trouvaient des membres du gouvernement, ceux des institutions constitutionnelles et des personnalités étrangères dont les présidents des assemblées nationales de Côte d'Ivoire et du Bénin, ainsi que les représentants du Gabon et d'autres pays. On a noté également la présence des responsables des confessions religieuses.

Décédée le 14 mars 2009, Edith Lucie Bongo Ondimba, médecin de son état, a réalisé plusieurs œuvres de charité en faveur des populations démunies. A ce jour, ses actions appréciées et très variées se perpétuent par le biais de la Fondation Edith Lucie Bongo Ondimba (FELBO) qui a



financé en 2012, les interventions chirurgicales pour des enfants

victimes du bec de lièvre, une malformation labiodentale. □

### Club Perspectives et Réalités

## AIMÉ HYDEVERT MOUAGNI PRÉOCCUPÉ PAR LA CONSCIENCE PATRIOTIQUE

Le Club Perspectives et Réalités (CPR), un parti de la majorité présidentielle est désormais représenté à Madibou, le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Brazzaville. Son président Aimé Hydevert Mouagni a installé dans leurs fonctions le 09 mars 2013, les quatorze membres composant le bureau exécutif du CPR dans cette zone, avec à sa tête Pierre Titi Ntétani. Avant de procéder à leur intronisation, le président de cette formation politique, qui est en même temps député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Mougali, a entretenu ses militants sur la conscience patriotique.

Cette rencontre citoyenne ayant réuni une centaine d'hommes et de femmes de tout âge, a permis au président du CPR, de sensibiliser son auditoire, la jeunesse surtout, sur un certain nombre de maux qui gangrènent la société congolaise, au point d'entraver son développement. Au nombre desquels le clanisme politique, la manipulation des populations par des discours démagogiques, le manque de culture patriotique caractérisé par la promotion des antivauteurs.

Pour être plus proche des populations, le président du CPR, pourtant originaire des départements de la Cuvette et du Kouilou s'est exprimé en Iari. Son message qui avait convaincu les électeurs de Mougali lors des législatives de juillet-août 2012 a porté sur le bannissement du clanisme politique pour privilégier l'amour de la patrie en vue du changement des rapports entre la politique et la population.

Pour éveiller la conscience des citoyens, l'orateur a évoqué un certain nombre de faits observés sur le champ politique : armement des jeunes au profit des intérêts égoïstes des politiciens, la divergence politique inexplicable entre l'Upads et le Pct qui se



Aimé Hydevert Mouagni (en blanc) à Madibou

réclament de la Social-démocratie, l'exploitation de la tragédie du 04 mars 2012 à des fins politiciennes, la tenue d'un langage subversif par certains ministres sortis du gouvernement.

Aimé Hydevert Mouagni a invité son auditoire à consolider la paix, en soutenant le président de la

République Denis Sassou N'Guesso qui a fait de celle-ci, sa préoccupation majeure. Le député de Mougali a par ailleurs présenté l'homme qui préside actuellement aux destinées des Congolais, comme un artisan du développement national et une garantie pour l'unité nationale.

Selon le président du CPR, les états généraux réclamés par certains acteurs politiques ne constituent pas une priorité aujourd'hui aux yeux des congolais. Leurs attentes s'expriment en termes de panier de la ménagère, de scolarité des enfants, de soins médicaux pour tous, de sécurité, d'eau et d'électricité de manière pérenne.

Après Madibou, le programme de mise en place des instances s'est poursuivi à Mougali, avec l'intronisation des bureaux des sous-sections 41, 45 et 46 composés chacun de 15 membres. Ceux-ci sont respectivement dirigés par Paul Mapembé, Joachim Bikoumou et Albert Nzaba. Le tour des responsables du CPR de Mfilou et de Baongo interviendra avant la fin de ce mois.

Rappelons que le Club Perspectives et Réalités hier association politique, se propose de faire des critiques et suggestions, d'apporter la contradiction au sein de sa famille politique. Ce parti entend ainsi accompagner le Président de la République dans la matérialisation de son programme de société « Le Chemin d'Avenir ».

Dominique Maléa

18 mars 1977 - 18 mars 2013

## 36 ANS DÉJÀ DEPUIS L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT MARIEN N'GOUABI

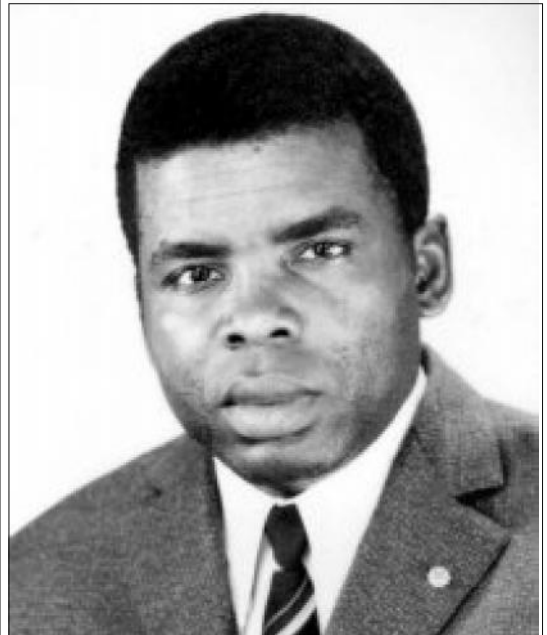
36 ans se sont écoulés depuis la disparition tragique du Commandant Marien N'Gouabi. Le président fondateur du parti Congolais du Travail (PCT), a présidé aux destinées du Congo du 31 juillet 1968 au 18 mars 1977, jour de son ignoble assassinat par un commando-suicide à 14h30 en sa résidence de l'Etat-major à Brazzaville.

Capitaine au moment de sa prise de pouvoir en 1968, Marien N'Gouabi a dirigé le Congo sans déroger au devoir républicain d'être à l'écoute de ses compatriotes et de le familiariser avec le débat politique constructif. Celui-ci se déroulait aussi bien dans le parti, les organisations de masses que dans l'armée qu'il voulait épargner de la manipulation et de l'intox. La conférence nationale organisée en 1972 en fut l'une des parfaites illustrations.

Malgré l'adversité permanente, il s'était affirmé comme un homme de terrain, surprenant parfois les élèves, travailleurs et paysans dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes, aussi bien

Marxiste-léniniste, Marien N'Gouabi n'hésitait pas de reconnaître le rôle des masses en affirmant qu'elles étaient le moteur de l'histoire. D'où les dénégations constantes par lui des stéréotypes auxquels s'agrippaient certains dirigeants politiques qu'il qualifiait de « cadres dégénérés ». On retiendra de lui sa farouche détermination à servir loyalement les intérêts des « larges masses populaires », sans compromission avec l'impérialisme et ses valets locaux.

36 ans après sa tragique disparition, les Congolais retiennent de lui plusieurs images. Celles d'un homme modeste, d'un intellectuel révolutionnaire, d'un



dans les villes que dans l'hinterland. En témoignent ses multiples randonnées improvisées par hélicoptère sur toute l'étendue du territoire national.

Patriote, Marien N'Gouabi était convaincu que le Congo ne pouvait se développer sans l'apport efficace de ses fils. C'est ainsi qu'il mit en application le slogan « comptions d'abord sur nos propres forces », en dispensant des cours de physique à l'université de Brazzaville qui porte actuellement son nom. Une façon d'aiguillonner les cadres congolais dont bon nombre rechigne à le faire sans compensation financière.

sportif avéré et surtout celle d'un dirigeant fermement engagé à lutter bec et ongle pour l'amélioration des conditions de vie de ses concitoyens. L'audience du Congo en dehors de ses frontières et le soutien inconditionnel aux luttes de libération, figurèrent également parmi ses batailles prioritaires. Sans conteste, le Pct, parti qu'il créa le 31 décembre 1969, reste l'un des instruments précieux de lutte pour préserver les acquis de paix, d'unité et de dialogue qu'il défendit jusqu'au sacrifice suprême.

Dieudonné Békas



Collectif des partis d'opposition

UN SANCTUAIRE DE L'INTOLÉRANCE

Clément Miérassa, Guy Romain Kimfoussia, Christophe Moukouké et Mathias Dzon viennent de rater encore un rendez-vous décisif avec l'histoire. Le méga-meeting annoncé comme l'ultime démonstration de la mobilisation du Collectif des partis d'opposition et de son attachement aux principes démocratiques a révélé au contraire que ses principaux animateurs sont des champions de l'intolérance vouant un culte particulier aux menaces contre ceux qui pensent, parlent, agissent ou se comportent différemment. Y compris la presse. Ceux qui ont assisté à un méga-meeting du Collectif des onze partis de l'opposition signataires de la déclaration du 27 août 2012 ne doutent plus de ce que ses animateurs ne sont pas des démocrates.

Les discours prononcés par Guy Romain Kimfoussia, président de l'Udr-Mwinda, Clément Miérassa président-fondateur du Pscd, Christophe Moukouké, vice-président de l'Upads et Mathias Dzon de l'Upm ont été d'une violence inouïe envers des acteurs politiques de la majorité. Pire, ils ont jeté en pâture la presse devant des fanatiques surchauffés, prêts à tout pour assouvir les émotions de leurs gourous.

Quand s'exprimer devient un délit

Censurer tout particulièrement les pensées de ceux qui n'adhèrent pas à la vision du Collectif. Décider à la place des intéressés. Faire tout en leur nom, sans leurs avis. Réduire au strict minimum la liberté de presse. Voilà la démocratie, les droits de l'Homme et la liberté made in Collectif des partis d'opposition. Les témoins du 9 mars ont eu des sueurs froides quand les quatre tenants de l'opposition radicale sont montés à la tribune. Guy Romain Kimfoussia a été un peu



vague dans les joutes oratoires contre la presse. A noter tout de même son coup de colère à l'endroit de Jean Obambi, directeur général de Télé-Congo contre qui il entend porter plainte «pour avoir fait lire» un communiqué non authentifié, annonçant le report du méga-meeting. Clément Miérassa, Christophe Moukouké et Mathias Dzon ont classé les journalistes parmi leurs adversaires. Sans gêne, le président du Pscd a exhibé un numéro de Jeune Afrique et s'en est vivement pris à cet hebdomadaire pour un

article titré «Mystère Sassou». Son auteur, François Soudan est accusé d'être à la solde du président de la République. Il se déchaîne ensuite sur les Dépêches de Brazzaville et son directeur de publication Jean Paul Pigasse soupçonné d'être impliqué dans la rédaction de l'article incriminé «Mystère Sassou». Excités par ces discours, des fanatiques noient d'insultes la presse présente. Le climat se dégrade. Par prudence, des reporters regagnent leur rédaction sans dire au revoir ni aux collègues, ni aux or-

ganisateurs. Tandis que la presse est exposée par ses prédécesseurs, Christophe Moukouké réitère les menaces verbales contre elle. Ce qui n'a ému personne parce que tous le connaissent. Réputé très intolérant au sein de l'Upads et même au-delà, il est très dur avec la presse. La virulence de ses propos tranche avec son visage doux et sa démarche incertaine. Son discours galvanise davantage la foule contre la presse. Présenté par la foule comme celui qui a battu le record de la mobilisation en transportant les militants de son domicile de la rue Mouléké au Boulevard, Mathias Dzon rallume la tension en s'attaquant, comme à son habitude aux journalistes. La réaction brutale de ses admirateurs lui fait craindre le pire. Il joue au pompier en déclarant «laissez les journalistes tranquilles. Les pauvres n'y sont pour rien. Ils ne reçoivent que des ordres». Récemment, Mathias Dzon s'en était pris violemment aux éditorialistes de la Semaine Africaine et des Dépêches de Brazzaville qui avaient osé critiquer les états généraux de la nation exigés par ce collectif.

Le soupçon permanent

La sélection des orateurs politiques du meeting disait tout. Face à un auditoire composé de jeunes, quatre politiques du troisième âge ont monopolisé la parole pendant deux heures, se faisant passer pour des porte-paroles des jeunes, alors qu'il y a, au sein du Collectif, des partis animés par des jeunes qui comprennent mieux leur réalité.

Marlène Samba

LES VRAIES LEÇONS QUE DEVRAIT TIRER L'OPPOSITION

Le bide cinquant du méga-meeting de l'opposition radicale le 9 mars dernier au boulevard Alfred Raoul vient démontrer, s'il en était besoin, la grande misère d'une opposition qui peine à se trouver un leader charismatique et qui demeure incapable de proposer une ligne directrice claire et des stratégies propres à mobiliser ses militants. De toute évidence, cette frange importante de l'opposition n'a pas su tirer les leçons essentielles de ses déboires successifs et d'un contexte politique qui dicte un dialogue franc ainsi qu'une alliance stratégique avec tous ceux qui sont partisans d'une démocratie apaisée.

Nous avons, en toutes circonstances souligné le rôle-clé que devrait jouer l'opposition dans une démocratie, en tant que levier principal des contre-pouvoirs prévus dans la constitution pour assurer l'indispensable équilibre de l'arbre institutionnel. Et naturellement nous pensions que les partis se réclamant de ce cartel opposé à la majorité présidentielle et au gouvernement qui en est issu prendraient toute leur place dans un système de critiques sensées et de propositions idoines. Hélas, les actuels leaders de l'opposition, tout au moins dans sa frange radicale, se sont laissés posséder par les démons de la conférence nationale souveraine pour lesquels aucune action entreprise sous le monopartisme ne trouvait grâce à leurs yeux. Comme il y a plus de vingt ans, nos champions politiques d'aujourd'hui veulent faire table rase de l'existant et même de l'acquis,

en exigeant avec une étonnante insistance, ce qu'ils désignent pudiquement par «états généraux de la nation», en fait une conférence nationale bis sensée redonner à ces nouvelles forces du changement une meilleure marge de manœuvre et une force de frappe plus meurtrière.

Je vous aime moi non plus

Alors que tout indique que le peuple (y compris le peuple profond) suit avec une attention soutenue les efforts du gouvernement pour apporter, partout, la prospérité et le bien-être, ce même peuple considère les simagrées de l'opposition, toutes ces minauderies ridicules, comme une forme de distraction puérile et pire, comme une inadmissible provocation. Au lieu de construire, l'opposition propose de déconstruire. Il n'est donc pas étonnant que ce cartel de partis ne soit pas en phase avec une opinion enfin de compte

blasée, désabusée, désenchantée quand à la capacité de cette opposition à jouer un rôle positif sur l'échiquier politique national. Mathias Dzon, qui préside actuellement aux destinées de cette opposition radicale, et le peuple, c'est l'histoire d'un malentendu. Toute sa vie politique, il n'a jamais porté en estime même ceux qui exerçaient, malgré les intempéries de toute sorte, l'ingrate tâche de l'élire dans une circonscription de Gamboma. Pendant sa présence au ministère des finances, il n'avait rien fait qui ait pu donner à penser qu'il voulait améliorer la situation des fonctionnaires de l'Etat dont il fut l'omnipotent grand argentier. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'il verse des larmes de crocodiles devant ce qu'il appelle la misère des travailleurs alors que le sort de ces derniers n'a cessé de changer positivement. Il est donc temps pour ce personnel dirigeant de s'atteler désormais à la constitution d'une base solide au sein d'un peuple avec lequel il n'a jamais été en empathie. Au lieu d'opter pour diverses manœuvres tendant à le désinformer et à l'abuser au prix de nombreux cafouillages, comme c'est hélas, le cas aujourd'hui.

Ce que l'opposition doit faire

Humblement nous proposons à l'opposition une attitude ou une

démarche politique qui peut se résumer en quatre points :

- 1- Convocation immédiate des états généraux de l'opposition (et non de la nation). Ce conclure aurait le mérite de faire un bilan critique de l'action de l'actuelle opposition et d'explorer des pistes pour booster sa capacité à apparaître, aux yeux de l'opinion, comme une alternative crédible à l'actuel pouvoir qui, sur la base de plusieurs réalisations allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, dispose d'une côte politique des plus favorables.
- 2- Montrer sa bonne foi politique en adhérant sans démagogie à des démarches progressistes, porteuses d'espoirs pour les plus démunis. L'opposition dans ce cadre, pourrait devenir une remarquable force de propositions et l'opinion ne pourrait que lui en savoir gré.
- 3- Cet activisme qui pourrait se développer tant au sein de la coordination du cartel qu'au parlement et au sein des commissions extraparlimentaires est censé s'inscrire dans le prolongement de l'«ouverture» que prône le pouvoir et bénéficierait à coup sûr d'une large publicité médiatique susceptible de rendre plus visible l'action de l'op-

position et de rapprocher cette dernière d'une opinion qui reste encore sur sa réserve.

4- Les déconvenues successives qu'enregistre l'opposition ne sont pas faites pour améliorer l'ambiance au sein de ce cartel politique. Dans ce camp, malgré toutes les précautions prises pour cacher la triste réalité, certains demandent des comptes, une guerre de position prend déjà place. Le doute et le désespoir s'insinuent dans les esprits. Cette situation incline vers une nécessaire modestie. L'heure n'est donc pas de monter les enchères mais de privilégier une attitude plus réaliste en rejoignant la majorité présidentielle qui, fidèle à sa volonté permanente de dialogue, est favorable à l'organisation d'une concertation citoyenne destinée à faire le point sur la rencontre d'Ewo et examiner quelques propositions pouvant profiter au déroulement du prochain scrutin électoral, en l'occurrence les élections locales de juillet 2013.

Nous pensons que si l'opposition radicale se fait violence pour changer radicalement d'attitude, elle ne pourrait que recueillir les dividendes d'une politique plus réfléchie, plus consensuelle.

Aimé Raymond Nzango



Meeting de la majorité présidentielle

## UNE GRANDE MOBILISATION POUR UN DIALOGUE À DOLISIE

Un grand meeting a réuni le week-end dernier au boulevard Alfred Raoul les partis soutenant le chef de l'Etat sous la direction de Pierre Ngolo, président par intérim du Rassemblement de la majorité présidentielle (Rmp). Cette occasion a permis aux acteurs politiques de la majorité d'exprimer leur position sur les grandes questions d'actualité au Congo, à l'orée des élections locales de juillet 2013.

C'est une véritable marée humaine qui a répondu à l'appel des leaders des formations politiques soutenant l'action du président de la République, malgré la température très élevée. Le meeting qui a duré plus de trois heures a été ponctué par six discours prononcés tour à tour par Michel Amba (Jeunesse du Rmp), Evelyn Tchichelle (Femmes du Rmp), Bernard Mbatshi (Rdps), Michel Ampiri (Ufd), Guy Brice Parfait Kolélas (Mccdi) et Pierre Ngolo, président par intérim du Rmp. Tous les discours ont convergé dans un même sens : le soutien à l'organisation de la concertation citoyenne de Dolisie.

Prenant la parole, Pierre Ngolo a salué la forte mobilisation qui témoigne de la vitalité de la démocratie au Congo et de l'engagement des militants à adhérer à la démarche dialogique entamée par le président Denis Sassou N'Guesso. Le président par intérim du Rmp s'est ainsi exprimé, comparativement au méga-meeting de l'opposition, annoncé tapageusement et laborieusement préparé qui s'est avéré un mini-meeting sur le terrain. « Cette mobilisation est bien l'illustration de ce que ceux-là qui chantent fort, qui excellent par la terreur, entretiennent un fossé avec les citoyens, avec le peuple », a-t-il relevé.

Les propos tenus par certains acteurs politiques de l'opposition ont suscité la réaction suivante de la part de Pierre Ngolo : « Quand on sait d'où nous venons, on ne peut pas soutenir que le Congo est un pays en crise. L'opposition tient



Pierre Ngolo, président par intérim du RMP

Il poursuit son propos en ces termes : « Face à certaines directives, le président de la République qui tient à la paix des cœurs, à la tranquillité des esprits et à la sécurité des Congolais convie les acteurs politiques, la société civile, l'ensemble des citoyens au dialogue ».

L'orateur explique que le dialogue auquel le chef de l'Etat est attaché est un dialogue citoyen, sans passion, sans exclusive. Il n'attend pas que ce dialogue offre le spectacle de remise en cause

véhémence « la calomnie, l'esprit de haine, de division savamment actionnés par une opposition à bout de souffle, sans assise solide, championne des acrobaties et élucubrations et d'autres manœuvres. Une opposition, selon la jeunesse, marchant la tête en bas, les pieds en l'air, au point de voir à l'envers tous les progrès pourtant visibles et palpables, réalisés par le Congo, sous l'impulsion du président Denis Sassou N'Guesso ».

Cette jeunesse s'est interrogée si cette opposition ne fait pas preuve de mauvaise foi, de mensonge et de cécité lorsqu'elle déclare que « le Congo va droit au désastre, que la République se meurt et que son avenir est compromis ».

### Les femmes condamnent les propos apocalyptiques des leaders de l'opposition

Abordant dans le même sens, les femmes de la majorité présidentielle ont, elles, dénoncé les manœuvres des leaders politiques, peu soucieux de la construction de la nation, et qui ne pensent qu'à l'accomplissement de leur rêve de conquête de pouvoir. « Non. Notre pays n'est pas dans l'impasse, les divergences de vue sur les questions d'actualité ne traduisent pas l'agonie de la démocratie au Congo comme veulent le faire croire ces opposants », ont signifié ces femmes de la majorité présidentielle dans leur déclaration. Elles ont fait savoir à cette occasion que le Congo ne peut pas indéfiniment se payer le luxe d'organiser de grandes messes dont certains acteurs dénoncent ou bafoient les conclusions chaque fois que leurs intérêts personnels et mesquins

sont menacés.

Au nom de l'intérêt supérieur de la nation, elles se sont toutefois prononcées pour la tenue de la concertation citoyenne de Dolisie, cet espace de dialogue que propose le gouvernement aux acteurs politiques, afin que les Congolais se parlent au-delà de toute querelle sémantique.

### Le RDPS appelle de ses vœux l'émergence d'une opposition constructive

Intervenant à son tour, le président du RDPS, M. Bernard Mbatshi, a appelé l'opposition à la modération et à une approche constructive d'appréciation du processus de développement national. L'orateur s'est dit émerveillé par la présence massive des militants de la majorité présidentielle à ce grand rassemblement. « preuve suffisante que le peuple congolais désire la paix, la stabilité et refuse la politique de va-t-en guerre que prône l'opposition radicale ».

« Ne trouvons pas de faux fuyants, ne soyons pas des pyromanes ; si nous aimons ce pays, allons tous au Mbongui de Dolisie, espace libre et approprié pour exprimer dans la diversité nos opinions », a conclu M. Bernard Mbatshi.

### L'UFD réfute les états généraux de la nation

Quant au message de l'UFD lu par Michel Ampiri, il déplore également l'attitude de cette opposition, en faisant remarquer que la guerre dans le pays a pris fin il y a 16 ans ; le peuple congolais vit dans la paix et vaque régulièrement

ouverts en vue de sa modernisation et du mieux-être de sa population s'exécutent normalement. En raison de ce constat si simple, l'UFD s'est posée la question de savoir pourquoi organiser les états généraux de la nation, alors que le pays ne traverse pas une crise majeure.

### Dolisie 2013, un pas de plus

Dans son bref message, Guy Brice Parfait Kolélas, président du Mccdi, rappelle que le plus long voyage commence par le premier pas, que le Congo l'a déjà fait depuis l'an 2002 pour tracer le Chemin d'Avenir. « Comme rien n'est parfait sous le soleil et tout ne se construit pas en un seul jour, il faut donc instituer un cadre permanent de dialogue pour corriger les imperfections ».

Le président du Mccdi affirme que la concertation d'Ewo 2009 fait partie de ces premiers pas et la rencontre politique de Dolisie sera un autre petit pas, une autre occasion offerte à la classe politique congolaise de régler ses problèmes par le dialogue, sans condition préalable pour l'amour du Congo. « Ce n'est qu'ainsi qu'on peut redonner confiance à ce peuple désespéré et un sens à notre démocratie pour mettre fin aux rumeurs les plus alarmantes. Allons à Dolisie, sous l'ombre de l'arbre à palabre, pour régler nos différends, si différends il y a », a-t-il invité.

Outre les militants du Pct venus des différents quartiers de Brazzaville, on a noté la présence des partis et associations alliés à ce parti. On peut citer le MAR, le Club 2002 Pur, le MSD, l'UNAPAC, le RDPS, l'UFD, le MCCI, le MDP, le RPDR, la dynamique MCDDI de Hellot Matson Mampouya, le Mouvement national des verts, le Club Perspecti-



Le message du RMP lu par Michel Ampiri (UFD)

à la créer, en distillant des messages séditeux pour plonger le pays dans le chaos et l'insécurité. Elle veut que le pays soit paralysé, en créant les conditions de déstabilisation des institutions. C'est faire preuve d'irresponsabilité que de chercher à bâtir la stratégie de la conquête du pouvoir sur le malheur des citoyens ».

des avancées réalisées par le Congo. Il précise que ce dialogue sur la route des élections locales 2013 est la concertation nationale qui devra se tenir à Dolisie.

### La jeunesse s'insurge contre le discours haineux et calomnieux de l'opposition

Les jeunes ont condamné avec



La marée humaine au boulevard Alfred Raoul

ment à ses occupations ; toutes les institutions de la République sont mises en place, fonctionnent normalement et dans l'harmonie ; à travers le pays, les chantiers

ves et Réalités, l'Alliance Démocratique du Congo, sans oublier l'UNHACO.

Dominique Maléla et Gulit Ngou



Crise au MCDDI

# LA GUÉGUERRE KOLELAS-MAMPOUYA CHANGE-T-ELLE DE TERRAIN ?

Il fallait s'y attendre, la guéguerre que se livrent depuis plus de deux mois les deux éléphants du MCDDI Brice Parfait Kolélas et Hellot Matson Mampouya suscite déjà l'horreur de par sa perversité. Aujourd'hui on pense que la persistance de la grève dans le secteur de l'enseignement primaire et secondaire procéderait de cette crise. Plus d'un observateur de la politique congolaise l'affirme sans détours. Cette opinion se fonde sur la radicalisation de la grève dans les quartiers sud de Brazzaville naguère épargnés de ces mouvements intempestifs. Si tel est le cas, ce conflit serait-il en train de changer de terrain ?



Guy Brice Parfait Kolélas

En fouillant dans la cosmogonie du terroir, on découvre avec bonheur, un adage populaire qui illustre parfaitement la situation conflictuelle qui s'est créée entre ces deux frères du MCDDI. Cet adage dit en substance: "lorsque deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre". En effet, il n'est un secret de politicienne, le temps des roses entre les deux personnalités du MCDDI est désormais derrière nous. Dans les deux camps, on n'est pas prêt à se faire des cadeaux, ni à se pardonner. Chacun voulant prouver à l'autre ce dont il est capable. En politique tous les coups sont permis, dit-on, peu importe les conséquences. L'important c'est d'atteindre le but poursuivi. Les deux belligérants dans leur lutte pour le contrôle du MCDDI, sont arrivés à un point, où même la paix chèrement acquise dans les départements du Pool et de Brazzaville, peut être remise en cause.

La grève qui persiste dans le secteur de l'enseignement serait l'une des conséquences de cette guéguerre. Il semblerait que Brice Parfait Kolélas qui n'est pas d'accord avec la nomination de Hellot Matson Mampouya aux fonctions de ministre de l'enseignement primaire et secondaire, aurait créé un groupe d'agitateurs dont le but est de semer la terreur dans les établissements d'enseignement public et privé de Brazzaville. Ce qui assurément pourrait fragiliser son collègue et partant le conduire à la porte de sortie du gouvernement.

Des témoignages concordants nous renseignent que Parfait Brice Kolélas ne voyait pas d'un bon œil l'arrivée de Hellot Matson Mampouya à ce poste stratégique qui pourrait faire de lui un homme fortuné et de surcroît incontournable au sein du parti. Il est de notoriété publique que ce-

lui qui tient le nerf de la guerre tient le pouvoir. De même, en stratégie militaire celui qui occupe les positions dominantes a une vue prenante sur l'ennemi. Le ministre de la Fonction publique qui aurait un destin national à faire valoir, trouverait à travers cette élévation un réel obstacle pour atteindre son objectif. La grève est l'une des premières stratégies qu'il aurait mises en place pour vaincre celui qu'il considère comme une embûche sur son parcours vers la réalisation de son destin.

### Une situation non conforme à la vision kolélienne

L'escalade à laquelle se livrent ces deux héritiers du Président Bernard Kolélas est préjudiciable à leur carrière politique et les situe aux antipodes de la vision de ce dernier. De son vivant, il ne pouvait laisser perdurer une telle situation. L'on se souvient qu'au nom de la paix et de la concorde nationale, Bernard Kolélas avait noué un dialogue constructif avec le Président Denis Sassou N'Guesso, vainqueur de la guerre de 1997. Les deux enfants qui revendiquent l'héritage laissé par leur père doivent se servir de cet exemple. Bernard Kolélas aimait si bien les enfants, qu'il ne pouvait accepter qu'une grève sauvage s'installe durablement à Baongo et à Makélékélé perturbant fortement leur scolarité. Il ne faudra pas que ces héritiers perdent de vue, la dimension, à la fois fraternelle et humaniste du vieux "Békol".

En tout état de cause, la guéguerre entre les deux ministres du MCDDI n'honore pas la mémoire du père fondateur. En effet, grossière machination ou simple fait de hasard, Brice Parfait Kolélas est rendu responsable de la grève de l'enseignement. Les syndicats grévistes profitent de cette brèche pour durcir leur mouvement à Brazzaville, parce qu'ils sont conscients que lorsqu'on maîtrise la capitale politique, le reste du pays suit servilement. Ainsi, en maintenant la grève à Brazzaville, malgré les négociations, ils ont paralysé l'enseignement sur l'ensemble du territoire national. Au-delà de tout ce qu'on peut dire en bien ou en mal de ces deux protagonistes, ce conflit apparaît de plus en plus comme un schisme politique. Aussi longtemps qu'il survivra, le MCDDI ne



Hellot Matson Mampouya

connaîtra nullement la paix et les métastases produits le précipiteront dans le cimetière des partis politiques congolais. Qu'à cela ne tienne, les élèves qui n'ont pourtant rien à avoir avec la politique paient déjà un lourd tribut en subissant une grève qui y trouve un terreau éminemment fertile.

Patrick Yandza

## LE CONGRÈS UNITAIRE DÉPARTEMENTAL DE L'UPADS NIARI S'EST TENU DU 9 AU 11 MARS COURANT À DOLISIE

Après l'audition des vingt et une délégations, les 312 délégués des différentes sections et autres instances de base ont tiré plusieurs conclusions de haute portée politique. Parmi elles figurent, l'adoption d'un nouveau logo du parti, la composition du bureau politique et la confirmation du président fondateur de l'Upads, Pascal Lissouba, comme président de cette formation politique et seule référence pour le futur premier secrétaire du parti, l'organisation d'une analyse profonde sur la doctrine du parti au prochain congrès qui se prononcera sur la question.

naire dans les délais prescrits par la 2<sup>ème</sup> session extraordinaire du conseil national du 23 décembre 2012 ;

- résolution sur l'amnistie des camarades encore en exil ;
- motion de soutien au président fondateur de l'Upads, président du parti, le Professeur Pascal Lissouba ;
- recommandation sur la tenue des états généraux de la nation ;
- recommandation sur le refus de l'amendement de la constitution pour des raisons électoralistes ;
- recommandation sur l'adoption d'une déclaration de principe comme code moral et éthique du militant de l'Upads ;

Au cours de ces assises, une liste de 171 participants au congrès unitaire national a été adoptée. Il sied de souligner que les travaux de ce congrès ont été présidés par Martin Koumba, superviseur délégué par la commission d'organisation des congrès départementaux qui avait à ses côtés, Honoré Sayi, coordonnateur départemental du Niari. □

Le congrès départemental a en outre, adopté une batterie de textes parmi lesquels des motions, recommandations et résolutions. Il s'agit notamment de :

- la résolution sur l'encrage de l'Upads comme force politique de l'opposition qui aspire à reconquérir le pouvoir par les urnes ;
- résolution sur la tenue irrévocable du congrès unitaire extraordi-

### La parabole de l'éléphant

#### Les gens de l'éléphant (suite)

Alors que je croyais tournée à tout jamais la page des « gens de l'éléphant », deux jours plus tard, mon grand-père est revenu à la charge pour compléter la liste des affiliés du pachyderme. Magnifiant des hommes célèbres originaires des contrées voisines, il venait de se souvenir des noms comme : « la Patte de l'éléphant », « le vieil éléphant », « la marche de l'éléphant », « le petit ruisseau qui a vu mourir l'éléphant ». Pour moi, ce sont encore des mots alignés, de simples mots qui ne me disaient pas grand' chose. Une fois de plus, j'ai tourné mon regard vers le vieux narrateur qui, en décryptant chacune de ces appellations, m'a permis d'en saisir le fond :

« La patte de l'éléphant » est une image qui résume ses quatre membres ou piliers posés sur des semelles souples, de véritables colonnes qui supportent ce plantigrade et constituent la base de son équilibre en lui permettant de reposer sur ses ongles en forme de sabots. Ainsi, l'éléphant peut escalader des rochers escarpés, frôler des précipices sans appréhension et s'aventurer sur des pentes extrêmement glissantes. En fait, c'est une personne généralement imperturbable, très forte et bien chevillée au sol. Mon grand-père soutient que ce vieux n'a jamais été vaincu au cours d'une bagarre depuis son jeune âge.

« La marche de l'éléphant » est une allégorie pour exprimer une nonchalance apparente qui cache la sûreté et la majesté de l'animal ; des qualités

empruntées par l'homme qui s'identifie à lui. Généralement, il n'est pas pressé dans tout ce qu'il entreprend. Comme l'éléphant, il marche avec doigté, agit toujours doucement et ne hâte le pas qu'en cas de nécessité.

« Le vieil éléphant » fait penser à une personne âgée, physiquement diminuée mais jouissant d'une grande lucidité. Elle est dépositaire d'une vaste étendue de connaissances dont les nouvelles générations ont besoin pour se ressourcer et conduire leur destin. C'est un patriarce qui représente la mémoire du clan ou du lignage. C'est pourquoi dit-on chez nous « le vieil éléphant sait où trouver de l'eau ».

« Le petit ruisseau qui a vu mourir l'éléphant » traduit l'humilité d'un homme presque inconnu au départ, mais qui doit sa notoriété à un événement dont il a été un acteur principal ou un témoin, parce qu'originellement, un ruisseau perdu dans la forêt est anonyme ; mais, pour peu qu'un éléphant soit abattu à côté, il cessera de l'être.

Comme à son habitude, mon grand-père a conclu par une sagesse : « chacun de nous, dès son plus jeune âge, sait reconnaître un éléphant. Vivant ou mort, il nous enseigne en silence ou en murmurant : je vous éclaire sur le sens du chemin à suivre pour trouver le sens des choses ».

Jules Débel

## Intégration sous régionale

## BIENTÔT UNE AGENCE DE LA BEAC À OYO

Le réseau des agences de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) s'étend. La première pierre pour la construction de sa quatrième agence au Congo a été posée le 15 mars dernier, à Oyo dans le quartier Ngolo Obondza, par le président Denis Sassou N'Guesso.



La maquette de la future agence de la Beac à Oyo

Outil supplémentaire d'intégration économique en zone Cemac, l'agence de la Beac Oyo constitue un maillon essentiel du processus de bancarisation de l'arrière-pays. La construction de cette agence arrive à point nommé en ce qu'elle se révèle indispensable à la mise en œuvre de la future zone économique spéciale Ollombo-Oyo. En effet, après Brazzaville en 1973, Pointe-Noire en 1975 et Ouesso en 2009, Oyo, une ville économique en pleine expansion va être dotée d'une agence de la Banque des Etats de l'Afrique centrale. Le complexe immobilier

qui l'abritera est situé au quartier Ngolo Obondza, non loin de l'hôpital général et du lycée d'excellence en chantier. Les 24 000 mètres carrés consacrés à cet édifice ont été « mis gracieusement à la disposition de la banque par le gouvernement congolais ».

La maquette de ce bâtiment a été présentée par le gouverneur de cette institution bancaire sous régionale, Lucas Abaga Nchama à cette occasion. L'ossature de la maquette indique qu'il sera constitué d'un mur rideau en verre, marqué par une grande colonnade qui se détache sur fond de verre co-

loré. Le rez-de-chaussée et les étages devront abriter tous les services classiques d'une banque centrale tels que les services de la comptabilité, du contrôle budgétaire, d'informatique ou d'émission monétaire. D'autres commodités comme l'infirmerie, la bibliothèque, les bureaux de la direction de l'agence, les salles de réunion, les salons de réception, les bureaux du gouverneur, la salle de réunion du conseil d'administration, les appartements et les logements du personnel y sont également prévues.

Pour accélérer le processus de matérialisation du projet, le gouverneur de la Beac, précise par ailleurs que les études géophysiques démarrent dans un futur proche. La construction proprement



Le président de la République pose la première pierre de la Beac

dite interviendra dans les meilleurs délais. L'agence Beac Oyo figure parmi les infrastructures qui accompagneront la zone économique spéciale Ollombo-Oyo en création. Pour lui garantir un fonctionnement harmonieux, des banques ordinaires sont en construction à Oyo. Les établissements de micro finances, opérationnels depuis longtemps dans cette localité sont aussi un appui important à l'installation de la Beac.

Dans la présentation de cet instrument de coopération monétaire entre les six Etats membres de la Cemac, Lucas Abaga Nchama a précisé que sa concrétisation intègre la mise en œuvre du programme immobilier 2008-2011, adopté par le Conseil d'administration, relatif à la modernisation et à l'extension de son parc immobilier. Pour mémoire, ce programme vise notamment la modernisation des outils de gestion, le renforcement de l'efficacité monétaire, l'accélération de la surveillance du dispositif bancaire et la consolidation de l'efficacité des systèmes de paiement. Comme toutes les banques cen-

trales, la Beac a le monopole de l'émission de la monnaie et du contrôle de toutes les autres banques.

Elle impulse la prospérité économique et commerciale. Parmi ses grands défis figurent l'accompagnement du développement de la Cemac par l'intégration monétaire, la stabilité monétaire et financière ainsi que l'intégration sous régionale, en tant que moteur indispensable aux pôles d'excellence au sein de la Cemac.

Au nombre de ces pôles figurent en bonne place, l'énergie, l'agro-industrie, l'économie forestière, l'élevage et la pêche, les mines, la métallurgie et le tourisme. L'ambition du Congo est de doter tous les chefs-lieux de département en agence de la banque centrale. Citant le Président de la République du Congo, le gouverneur de la Beac a indiqué que : « la Beac est le poumon et le souffle de l'intégration en Afrique Centrale ».

Ernest Otsouanga




**Nouveau logo,  
Nouvelle vision  
Nouvelle gestion avec  
SAP BUSINESS ONE**

**Depuis 20 ans, vous nous confiez  
vos plis et colis**

**Merci pour votre Confiance**

**Export et Import Express  
(plis, colis, pièces détachées...)**

**Service Commercial**

Brazzaville: 1 Av. Foch (face à la Mairie), Tél: (+242) 05 550 10 73 / 05 550 10 87  
Point-Noire: Rond Kassai (face au CCF), Tél: (+242) 05 550 10 75 / 05 301 02 38

www.gxinternational.net      www.tnt.com

## Agriculture

## VERS LA CRÉATION DES PÔLES DE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES RIZICOLES

Les partenaires nationaux de la recherche intégrée de la filière riz se sont retrouvés en atelier le 12 mars dernier à Brazzaville en vue du démarrage effectif de la culture de cette denrée au Congo.

Organisé par le Centre de Recherche Agronomique de Loudima (CRAL) avec l'appui du Centre de riz pour l'Afrique (Africa Rice), organisme de recherche basé en Côte d'Ivoire, cet atelier a réuni les cadres de l'agriculture, les directeurs départementaux, les représentants des secteurs agricoles, des organisations paysannes, des ONG, et les chercheurs qui ont étudié la possibilité de créer des pôles de développement des systèmes rizi-

coles. Il s'agit d'identifier à travers le pays, des zones propices à la culture de cette spéculature.

Le riz fait partie des produits les mieux consommés par les Congolais. Ce qui ne devrait pas poser de problèmes au niveau du marché local. Les chiffres indiquent que le riz consommé par les Congolais provient à 90% de l'importation. Une dépendance qui fait perdre beaucoup de devises à l'Etat. « Nous avons intérêt à

développer la riziculture, ce qui est possible, puisque les conditions climatiques sont favorables en Afrique », ont affirmé les chercheurs.

« Il y a eu au cours de cet atelier, toutes les compétences nationales, compte-tenu de leur connaissance des zones de la culture du riz », a indiqué le directeur du CRAL, le docteur Grégoire Mbani. Les travaux de l'atelier ont été présidés par le représentant du délégué général à la recherche scientifique et technologique, M. Jean Pierre Tati.

G.N.



## LA GOUVERNANCE CONGOLAISE DES RECETTES EXTRACTIVES VALIDÉE PAR L'ITIE

Le Congo accède au cercle très fermé et envié des pays africains dont la gouvernance des recettes issues des industries extractives est reconnue au plan international transparente. Le conseil d'administration de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives réuni le 27 février 2013 à Oslo en Norvège a, en effet, déclaré le Congo pays conforme à la norme de l'ITIE. Ce qui veut dire qu'il n'y a plus d'opacité, si tant est qu'il y en ait eue, autour des recettes gouvernementales en provenance des activités pétrolières, gazières et minières. Le gouvernement, à l'instigation du président Denis Sassou N'Guesso qui a fait le choix délibéré de s'en remettre à cet organisme international, met désormais à la disposition du public le montant des recettes qu'il perçoit annuellement des industries extractives. Ces recettes sont détaillées dans les rapports de l'ITIE, consultables à souhait.

**A**ucune ombre ne pourra plus subsister autour des recettes pétrolières surtout et de leur utilisation. Les rapports publiés chaque année dans le cadre de la mise en œuvre de l'itie, donneront l'occasion à tout citoyen mais plus particulièrement aux parlementaires de procéder à la comparaison des déclarations des entreprises sur les montants versés au gouvernement et de celles de ce dernier relatives aux recettes perçues de ces mêmes entreprises.

En général, les déclarations sur les recettes ne devraient pas diverger d'autant qu'il y a une équipe mixte qui travaille méthodiquement et scrupuleusement pour le rapprochement des chiffres en provenance des industries extractives et du gouvernement.

Il serait impensable que le gouvernement qui est à l'origine des relations avec cet organisme international soit le premier à en transgresser les règles. Ce ne sera même pas possible dans la mesure où le couperet de l'ITIE pourrait entrer en action, à travers, au mieux une suspension ou

au pire une radiation.

### Avantage d'être validé par l'ITIE

Les rares pays africains dont la gouvernance des recettes issues des industries extractives est validée par cet organisme en tirent beaucoup d'avantages dont le plus important à nos yeux est sans nul doute la nette amélioration de leur image dans le monde des affaires. Un pays ayant montré des gages sérieux dans la lutte pour sinon éradiquer du moins réduire la corruption est susceptible d'être un grand attrait pour les investisseurs.

Ces derniers préfèrent, en effet, prendre des risques dans des pays où le retour sur investissement ne sera obstrué par des pratiques répréhensibles généralisées. Les pays jugés conformes à la norme de l'itie par son conseil d'administration au nombre desquels le Congo apparaît justement comme ceux qui présentent ces gages. Les avantages s'observent aussi à l'intérieur de ces pays souvent confrontés à des opinions nationales promptes aux allégations infondées concernant les recettes pétrolières.

Les rumeurs les plus fantaisistes ont régulièrement cours dans ces pays à propos du nombre de cargaisons de pétrole vendus et sur les sommes d'argent encaissées qui prendraient des directions obscures. Bref des rumeurs souvent de gravité telle qu'elles peuvent constituer à elles seules la matrice à la déstabilisation de tout un pays. Car il faut



Le couple présidentiel

bien souligner que de citoyens malintentionnés aux buts inavoués sont souvent à la source de ces allégations. Avec l'approbation par le conseil d'administration de l'itie, ces rumeurs s'estomperont d'elles-mêmes pour un pays comme le Congo. Grâce à la mise en œuvre de l'itie, il n'y aura plus de tabou autour des recettes pétrolières, gazières et minières. Cette démarche rendra la vie difficile à la corruption dans ces secteurs.

### Les conditions d'accès à l'ITIE

Pour obtenir l'assentiment du conseil d'administration de cet organisme international, le Congo a dû effectuer un véritable

parcours de combattant ayant consisté à se plier aux exigences extrêmement dures. Elles sont de deux ordres. Les exigences en matière d'adhésion et celles liées à la mise en œuvre de l'initiative pour la transparence des industries extractives. Au nombre d'exigences de premier ordre, le gouvernement avait l'obligation de procéder à une déclaration publique sur son intention de mettre en œuvre l'initiative pour la transparence des industries extractives. Il s'est par ailleurs engagé à travailler avec la société civile et les entreprises œuvrant dans ces secteurs.

Après avoir nommé un haut responsable dont la mission est de diriger la mise en œuvre de

l'itie, le gouvernement avait l'obligation de mettre en place une équipe multipartite pour superviser les activités devant concourir à la transparence dans les recettes émanant des activités extractives. A l'issue de la satisfaction de ces exigences et de certaines autres, le pays a acquis le statut de pays candidat. Il lui fallait alors satisfaire aux exigences d'un autre niveau et encore plus corsées au terme desquelles le conseil d'administration l'a déclaré pays conforme à la norme itie. Parmi ces exigences, on peut retenir l'assurance du gouvernement que la société civile participe effectivement et de manière active au processus.

L'implication des entreprises de la mise en œuvre de l'itie doit être de son ressort. Il veille à ce que l'organisation chargée par le groupe multipartite de procéder au rapprochement des chiffres soit perçue comme étant crédible, digne de confiance et compétente sur le plan technique. Il doit en outre s'assurer que ses déclarations se fondent sur des comptes audités selon des normes internationales. Lorsque le conseil d'administration est convaincu que ces exigences et certaines autres ont été pleinement comblées, le pays est déclaré conforme à la norme de l'itie. C'est ce qui s'est passé le 27 février 2013 à Oslo pour notre pays le Congo. Cependant l'atteinte de cette appréciation du conseil d'administration de l'initiative pour la transparence des industries extractives n'est pas définitive. Elle peut être remise en cause si le gouvernement retombe dans une politique laxiste.

Le pays poursuivra des efforts en vue de maintenir la conformité à ces exigences sous peine d'être radié ou suspendu de l'itie. Le plus dur commence donc pour le Congo, à savoir faire entrer ces efforts dans l'ordre normal des choses.

L'initiative pour la transparence des industries extractives a vu le jour en 2002 à Johannesburg en Afrique du Sud pendant le sommet mondial sur le développement durable. Le géniteur de cette idée n'est autre que l'ancien locataire du 10 Downing street, en l'occurrence Tony Blair. L'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives rassemble sur une base volontaire des Etats, des Compagnies extractives et organismes de la société civile ayant à cœur la promotion d'une meilleure gouvernance des revenus extractifs dans les pays riches en ressources naturelles.

Laurent Lepossi

Naomi Mataza

### LE PATRIOTE

Siège: 106 Rue Ewo - Ouenzé  
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE DU  
25 MARS 2010

Directeur Général :  
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication :  
Guy MOUKOZA

Secrétaire Général  
de Rédaction:  
Bertin EKANI

Directeur de la Logistique,  
des Finances et  
des Ressources Humaines :  
Marcellin MBAYI

Rewriter :  
Dominique MALELA

Equipe rédactionnelle :  
Laurent LEPOSSI,  
Dieudonné BEKAS,  
Georges ENGOUMA,  
Etienne Pérez,  
Gulit NGOU,  
Ernest OTSOUANGA,  
Roger PAO,  
Aimé Raymond NZANGO

Mise en pages  
YENGO MALANDA  
MALANDA

Impression  
Imprimerie Saint Paul (ISP)

## DIEUDONNÉ MOUSSALA PRÉOCCUPÉ PAR LA GESTION DE LA REDEVANCE AUDIOVISUELLE

Le président de l'association des consommateurs et le président du conseil supérieur de la liberté de communication Philippe Mvouo, se sont entretenus le 13 mars à Brazzaville sur la question de la traçabilité de la gestion de la redevance audiovisuelle(RAV).

**A**sa sortie d'audience, Dieudonné Moussala a déclaré : «*étant entendu que nous mettons notre main à la poche pour aider les médias à travers la redevance audiovisuelle que nous payons lorsque la quittance de la société nationale d'électricité arrive, nous sommes en droit de vérifier où va cet argent parce que nous veillons sur les droits des consommateurs*».

Il a par ailleurs souhaité que les parlementaires congolais interpellent le Gouvernement sur cette question et/ou mènent des enquêtes sur la destination de cet argent. Il convient de souligner que la redevance audiovisuelle est une taxe que les auditeurs et téléspectateurs paient à travers chaque facture d'électricité et ce depuis 2002. Cette taxe qui s'élève à la somme de 1000 F Cfa est prélevée dans les factures de

la SNE. Elle passe par les impôts puis le trésor public.

Le conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) avait déjà inscrit la RAV dans son programme d'activités de l'année en cours. Dans son discours de vœux de nouvel an, Philippe Mvouo avait indiqué que le CSLC allait reprendre la gestion et le contrôle de la RAV. Une fois l'autonomie de cette gestion acquise, les fonds collectés permettront au CSLC, d'apporter tant soit peu un soutien financier aux organes de presse du pays.

Les violences faites aux femmes

## ROMPRE AVEC L'IMPUNITÉ POUR RESTAURER LA DIGNITÉ DES VICTIMES

« Une promesse est une promesse, il est temps d'agir pour mettre fin à la violence faite à l'égard de la femme ». C'est sous ce thème proposé par les Nations Unies qu'a été célébrée le 8 mars dernier, la journée internationale de la femme. Difficile d'imaginer formule plus directe, elle s'adresse à nous en nous invitant à faire la seule chose qui puisse briser le cercle vicieux des violences dont les femmes sont victimes parce qu'elles sont « femmes ». Agir, un crédo dont il convient désormais d'en donner des contours plus concrets si l'on veut réellement réduire et éradiquer cette chienlit sociale.

**A** l'occasion de la cérémonie d'échange de vœux organisée par le ministère de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, il a été indiqué par la ministre en charge de ce département que, le gouvernement par le biais dudit ministère, planchait sur une loi relative aux violences faites aux femmes. Cette initiative mérite d'être saluée parce qu'elle est l'aboutissement d'un travail mené déjà depuis plusieurs années, travail consacré notamment à la sensibilisation, sur un phénomène qui prend une ampleur inquiétante et qui interpelle les pouvoirs publics quant au respect de la vie et de la dignité des femmes, droits que tout être humain possède par nature et qu'il est de la responsabilité de l'Etat de garantir.

Satisfaction donc puisque cette information amorce le franchissement d'un nouveau palier dans la prévention et la lutte contre ces violences mais, méfions-nous des seuls effets d'annonce, car cette initiative doit être conduite jusqu'à son aboutissement sans lequel nos réflexions ne seraient que des vœux pieux sans la moindre portée et le moindre respect.

Mais comment tenir un discours de prévention ou de protection quand les victimes elles-mêmes intègrent la violence comme une donnée des rapports homme/femme ? Ce conditionnement culturel, cette acceptation de la violence est un chèque en blanc qui dénote de la résistance du socle anthropologique face aux mutations de notre société. D'où la difficulté d'évaluer ce phénomène. La faiblesse des statistiques n'en occulte pas moins la réalité. Il faut donc donner une protection adéquate aux victimes.

Pourquoi une loi sur les violences faites aux femmes, pourrait-on se demander ; en effet, le code pénal dispose d'une batterie d'incriminations qui pourraient être



Nadia Macosso

appliquées qui, de fait, le sont en la matière.

En recourant au même vocable « coups et blessures volontaires » pour désigner des états de violence différents, notre code pénal montre un archaïsme qui nuit aux victimes car le défaut de distinction amène à une pénalisation « fourre-tout » qui ne saisit pas la personne du délinquant. Cette défaillance sémantique est lourde de conséquences.

Il est vrai que quelle que soit la forme, ces actes demeurent des violences, mais saisir leurs particularités, prendre en compte les contextes, permet de mieux en appréhender le caractère odieux et inadmissible. Il convient donc pour en tenir compte, que les textes se mettent au pas de la réalité en établissant un catalogue, une nomenclature des violences pour les distinguer et les punir de façon différenciée. Que présente notre code pénal

s'agissant de la répression des violences physiques proprement dites, excepté l'homicide ? Une série d'articles (des articles 309 et suivants) qui évoquent les blessures faites et les coups portés de façon volontaire. La loi prévoit une aggravation des peines lorsque les violences occasionnées auront entraîné une maladie ou une incapacité de travail, ou plus grave, lorsqu'elles auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre ou autres infirmités permanentes. Ce sont donc les conséquences des violences qui déterminent la peine, ce qui est une logique.

Seulement deux catégories de personnes bénéficient d'une protection spéciale du fait de leur qualité par rapport au délinquant : ce sont les père ou mère ou autres ascendants légitimes, les enfants en dessous de 15 ans et dans le cadre d'un mariage célébré selon la coutume locale, pour quiconque aura tenté d'accomplir l'acte sexuel, les enfants au dessous de 13 ans (sic). S'agissant des enfants, il est même tenu compte de la qualité des coupables. Pour la femme, l'épouse, rien. Tout se passe comme si la loi délivrait implicitement, en ce qui les concerne, un permis de frapper, de violenter à l'époux, au compagnon délinquant potentiel. Le code de la famille prescrit des obligations aux époux qui se doivent mutuellement respect, affection, secours, aide et assistance (article 166 et 167).

Les violences physiques et psychologiques sont une transgression grave des effets du mariage ou du pré-mariage. En effet, elles contreviennent de façon radicale aux piliers de la convention matrimoniale fondée sur le respect et l'affection. Il n'est pas concevable que ces règles soient bafouées sans la création de nouvelles incriminations qui s'imposent au regard de la responsabilité qui pèse sur chacun des époux au sein d'un couple.

Face à l'incontestable vulnérabilité des femmes, la loi n'a prévu aucun garde-fou spécifique. Cela se confirme et se vérifie s'agissant des atteintes à caractère sexuel, l'autre grand groupe des violences faites aux femmes. Les agressions sexuelles doivent faire l'objet d'incriminations plus pointues que celles existantes car par trop générales. Nous avons déjà évoqué des failles du code pénal, relatives aux agressions sexuelles et notamment du viol qui ne fait même pas l'objet d'une définition. L'histoire nous enseigne que le viol prend, en temps de conflit, une dimension qui a conduit à l'assimiler à une véritable « arme de guerre » ; la guerre, bien souvent lui donne un de ses visages les plus odieux et la loi doit en réprimer les auteurs.

On pourrait craindre de cette volonté de sanctionner, un effet pervers, celui de remplir des prisons déjà trop pleines, par des délinquants dont l'intention criminelle n'est pas toujours facile à établir. Mais la matérialité des faits de violence qui émaillent notre quotidien nous rappelle à notre devoir d'assistance aux victimes. Catégoriser n'a pas pour seul effet d'alourdir la répression ; cela permet aussi de faire profiter au délinquant du bénéfice des mesures d'assou-

plissement des peines. Cette réforme ajoutera de la rationalité au régime des peines.

Il faut que les femmes cessent de se culpabiliser à propos des violences dont elles sont victimes. La société ne cesse de les accuser. Elles sont violées ? Elles feraient mieux de se couvrir ! Pourquoi pas des pieds à la tête. Mais, même dans les pays où ce genre d'attifement est pratiqué, le viol n'a pas disparu pour autant. Bien au contraire, il a accru la soumission des femmes à un ordre obscurantiste jusqu'à légitimer « les crimes d'honneur ». Convoquer « l'excuse de provocation » pour exonérer les agresseurs est une marque de mépris pour les victimes. Il convient de restaurer le respect et la dignité des victimes. La lutte contre les violences, notamment sexuelles, doit être érigée en impératif moral et en exigence de développement.

Il est clair que ce type de réflexion fait sourire une certaine opinion qui considère qu'il y a bien plus urgent que ce sujet en terme de débats de société ; elle oublie simplement que les femmes sont le principal vecteur de diffusion de ce que l'on nomme couramment « la culture » par le moyen de l'éducation et qu'à moins de se résigner à voir se dégrader une situation préoccupante et compromettre durablement notre devenir commun, il convient d'en poser les lemmes pour éclairer les approches de solution. La loi est une partie de la solution, mais à long terme, l'éducation à la non violence et au respect de l'autre et particulièrement de la femme doit devenir un levier de notre conscience collective.

Nadia Macosso  
Juriste

**Journal Le Patriote - Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions**  
Siège: 106 bis, Rue Ewo - Ouenzé Brazzaville

- Page entière ..... 150 000 F CFA  
- 1/2 page ..... 75 000 F CFA  
- 1/4 page ..... 45 000 F CFA  
- 1/6 page ..... 12 000 F CFA

**N.B. : En couleur, ces tarifs sont doublés**

## Océan du Nord

*Pour tous vos déplacements sur l'axe Nord jusqu'à Ouesso par route.*

*Exigez Océan du Nord qui, depuis le 21 juin 2011, dessert tous les mardi, jeudi et samedi Boundji, Ewo et Kellé*

*A bord de ses luxueux bus, vous effectuez un excellent voyage.*

24h00 avant le voyage aux numéros 05 521 76 78 / 06 628 88 33 ou au 22 de la rue Bouenza, face CEG de la Liberté - Talangaï - Brazzaville

## Océan du Nord

souhaite à tous un bon voyage



Droits de peuples autochtones

## LE CONGO MEILLEUR PROMOTEUR ET PROTECTEUR AFRICAIN

Premier pays africain doté d'une loi protectrice et promotrice des droits des peuples autochtones, le Congo vient d'abriter la pré-session de la 12ème conférence de l'instance des Nations Unies spécialisée en questions des peuples autochtones qui aura lieu en mai prochain aux Etats-Unis d'Amérique.



Une vue des participants à la pré-session de la 12ème conférence de Brazzaville

Le Congo est le seul et le premier pays africain doté d'instruments juridiques mettant sur un même pied d'égalité les 4 millions de bantous et les 48 mille peuples autochtones qui y vivent. Artisan d'un univers sans discrimination vis-à-vis des autochtones, il vient d'abriter la session préparatoire de la conférence des Nations Unies sur la promotion et la protection des peuples autochtones, prévue du 20 au 31 mai prochain à New York, aux Etats-Unis.

La pré-session organisée au ministère des affaires étrangères a été une occasion pour les agences du système des Nations Unies et de la coordination nationale de l'instance de l'Onu en charge des questions des peuples autochtones d'encourager le gouvernement dans l'instauration d'une société débarrassée de toute discrimination envers ces âmes vivant dans la précarité, exposées aux intempéries de toute nature et qui risquent de disparaître si leur protection n'est pas renforcée.

Le diagnostic établi par l'Onu signale des violations flagrantes des droits des autochtones en Afrique, face auxquelles « des mesures de protection appropriées doivent être mises en œuvre pour éviter à terme l'extinction ».

Venus des sept régions socio-culturelles du monde, les participants ont salué le leadership congolais pour la réhabilitation de la dignité de la personne humaine. Selon la coordination des agences du système des Nations unies, notre pays contribue à l'amélioration des conditions de vie des autochtones. Elle se réfère entre autres à la ratification des instruments de protection des Droits de l'Homme auxquels s'ajoutent le vote de lois sur les droits de la femme puis celle relative aux droits des peuples autochtones. Le Congo peut être un modèle pour l'Afrique car, jusqu'alors les pré-sessions ont été organisées aux Etats-Unis, au Canada, en Bolivie et au Nicaragua.

Le coordonnateur national de l'organe subsidiaire du Conseil économique et social de l'Onu spécialisé dans les questions des peuples autochtones, William Mviboudoulou a rappelé que la pré-session s'est tenue au Congo parce qu'il est le tout premier pays d'Afrique qui a une loi spécifique portant protection et promotion des peuples autochtones.

Promulguée en 2011, elle reconnaît les droits de cette communauté comme toutes les autres populations. Pour accélérer la fin de l'ignominie et de la discrimination dont sont victimes les autochtones, le gouvernement s'active dans le changement de la norme sociale par l'amélioration des conditions de vie, la consolidation du plan et du programme d'appui à l'éducation, la santé en leur faveur. Il ratifiera bientôt la convention relative aux peuples « indigènes ».

Henriet Mouandinga

## HOTEL LE RUISSEAU

### Ponténégrins – Ponténégrines !

Pour vos séjours ou transit à Pointe-Noire, exigez l'Hôtel le Ruisseau.

Situé à 10 minutes de l'aéroport Antonio Agostinho Neto, l'Hôtel Le Ruisseau doté de 106 chambres et suites tout confort, vous réserve un accueil chaleureux. En plus de cela, une navette gratuite est mise à votre disposition de l'aéroport à l'Hôtel.

Piscine, boîte de nuit et location de véhicules sont à votre portée.

Pour tous renseignements, appelez au 04 444 97 21.

Le Directeur Général et le personnel de l'Hôtel Le Ruisseau vous rassurent de leur hospitalité.

**HÔTEL LE RUISSEAU ... FAITES NOUS CONFIANCE.**

## Humeur

### ODE POUR MISS MAMA KILO

En chair et en os, sans complexe,

Tu es la beauté africaine personnifiée.

Tes capacités à faire craquer les mâles ne sont plus à démontrer.

Ce 20 mars 2013 sera une occasion supplémentaire de le prouver.

L'élection Miss Mama kilo mettra en valeur ta brûlante sensualité.

Tu onduleras fièrement sur les planches.

Mitraillée par les regards insatiables des hommes.

Ils se gaveront de tes rondeurs parfaites.

Incapables de contenir en eux la montée de l'adrénaline stimulante.

Ton corps de rêve divinement sculpté enflammera le spectacle.

Entre la transe et la délectation en catimini, les spectateurs devront choisir.

Miss Mama kilo, qui peut te résister ?

Habitues des défilés de mode, les starlettes t'envient.

Car ta majestueuse plastique est un chef d'œuvre divin.

Gorgés de lait, tes lolos ajoutent de la valeur aux décolletés que tu portes.

Surtout quand dégouline sur ces globes enfiévrés, un mince filet de transpiration.

Intarissables, ils symbolisent les tétées maternelles,

Ainsi que le confort de tout homme à la quête du bonheur conjugal.

A califourchon sur ton dos, les enfants trouvent le sommeil réparateur.

Les grands poètes se sont servis de mots enjoliveurs pour louer ta beauté.

Les photographes, des images pour magnifier la perfection de tes formes épanouies.

Les musiciens subliment tous les jours chaque portion veloutée de ton corps.

Bon nombre attribuent à ton regard l'effet d'un coucher de soleil en mer.

Aux ondulations de ton corps la force de ses vagues déferlantes.

Sur tes lèvres pulpeuses se concentre le souffle de vie. Un simple murmure sorti d'elles suffit à bouter hors d'un corps meurtri la déprime et le stress.

Habillée à l'africaine, tu scintilles de mille feux.

Autour de tes reins, le pagne dessine ton postérieur callipyge.

Ta démarche chaloupée fait démarrer au quart de tour le libido des mâles affaiblis par le stress.

Ton nombril, légèrement bombée ou rentrant suscite autant de convoitises secrètes,

Surtout quand tu réajustes ton pagne, découvrant un pan de ta mystérieuse zone pelvienne.

Toutes les tenues vestimentaires te conviennent.

Body, jeans, saris, broderies, bikinis.

Sans oublier les inévitables ... strings.

Un simple pagne mouillé accentue tes formes généreuses.

Miss Mama Kilo, tu es exceptionnellement sublime.

Différente d'un paquetage d'os auquel on attribue par défaut une forme féminine.

Mwana Mboyo

## ROME VA-T-IL PERDRE LE SIÈGE DE LA CHRÉTIENTÉ ?

La question a cessé d'être taboue depuis que semble se pérenniser l'étrange calvaire que vivent les Italiens mortifiés par le triste spectacle qu'offre une Rome incapable, depuis plusieurs décennies, d'offrir au monde catholique un pape italien. Des voix s'élèvent pour réclamer une délocalisation qui épouserait l'air du temps (l'affaiblissement du christianisme en Europe et son expansion dans les autres continents). Cependant, les dogmes chrétiens, officiels ou informels, interdisent une telle hérésie qui irait à l'encontre de la volonté du Christ.

Certes Jésus n'avait pas une intention clairement définie de fonder une nouvelle religion, une synagogue séparée ni une communauté sectaire. Il était un réformateur d'Israël, terre sur laquelle il a presque exclusivement concentré son action. Le Nazaréen, en s'appuyant sur ses douze apôtres (chiffre représentant les douze tribus d'Israël), voulait montrer qu'il ne visait pas le remplacement d'Israël, mais voulait montrer que la foi de son peuple devrait être rénovée, restaurée, vivifiée. Cependant, en disant à Pierre, dont l'ascendant sur le cercle des Apôtres était devenu incontestable (surtout après la mort de Judas Iscariote), que « *tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon église* », il a pu orienter certaines exégèses bibliques et sans doute Pierre lui-même vers l'évidence d'une mission.

C'est ainsi qu'en ce début du 1<sup>er</sup> siècle après Jésus-Christ débarquent à Rome deux étonnants voyageurs. Il y a bien sûr Pierre, le premier apôtre du Christ qui arrive après avoir évangélisé Jérusalem, puis Antioche, l'une des capitales de l'Orient romain, puis l'Asie Mineure et qui a été martyrisé sous Néron. Il y a également Paul, un intellectuel de haut niveau, se trouvant précisément au croisement du judaïsme et du monde gréco-romain et qui est à la source de la naissance du christianisme. Disposant d'une solide connaissance de la foi de ses ancêtres et de l'exégèse rabbinique, ce juif pharisien, représentant de l'élite du judaïsme avait acquis une excellente maîtrise de la rhétorique gréco-romaine. Considéré comme l'un des meilleurs penseurs de l'humanité, Paul était l'élément le plus brillant et le plus doué de l'universalisation du christianisme.

Ce n'est pas par hasard que de telles icônes de la Foi jettent leur dévolu sur la capitale de l'Empire romain pour en faire le point nodal d'illumination d'une nouvelle religion. Peut-être que consciemment ou inconsciemment, ils ont tenu à faire prendre une « revanche » posthume au Christ mort pour son combat contre ce que certains appellent l'impérialisme romain.

### La mort de Jésus tenait à des raisons plus profondes

Il est évident que la mise à mort de Jésus ne saurait s'expliquer par sa seule prétention messianique tel que cela transparait dans les pages des évangiles relatives à son procès. Il y a eu d'autres

Jésus avait signé son arrêt de mort.

En même temps que les deux principaux partis juifs (les pharisiens et les sadducéens) voyaient dans son message d'instauration du royaume de Dieu une intolérante hérésie, l'administration de Rome y voyait un ferment sacrilège de dangereuse agitation.

### Pourquoi Jésus qui était un juif de Palestine n'a pas choisi un point de cette contrée pour installer le siège du christianisme ?

Le christianisme n'a pas été fondé du vivant de Jésus, encore moins par Jésus lui-même. Ce sont les fondateurs du christianisme Pierre et Paul qui ont voulu saisir l'avantage exceptionnel qu'offrirait la métropole d'un empire s'étendant aux quatre coins du monde qui ont décidé de faire de Rome la capitale de la religion nouvelle. Peut-être que Jésus-Christ lui-même avait suscité post mortem de faire scintiller, ad vitam aeternam, le christianisme à partir de Rome. Les voies du Seigneur sont impénétrables, mais il existe de sérieuses raisons faisant penser que personne n'osera prendre la décision de délocaliser du Vatican le siège du catholicisme. Des tensions n'ont pas manqué au sein et hors de l'Eglise sur cette importante question, en vingt siècles de l'histoire de la papauté, mais l'Eglise a pu les surmonter.

Il faut en effet savoir que le mot « pape », du grec « pappos », terme d'affectueuse vénération, désigne d'abord les évêques, mais il devient spécifique de l'évêque de Rome au cours du V<sup>ème</sup> siècle. Au VI<sup>ème</sup> siècle, la chancellerie de Constantinople, ville qui veut être la « nouvelle Rome », s'adresse à l'évêque de Rome avec le titre de « papa ». Avec la paix de l'Eglise obtenue sous l'empereur Constantin, la société romaine se convertit progressivement au christianisme, Rome se couvre de magnifiques cathédrales. L'empereur Théodore reconnaît dans un édit de 380 la primauté conférée au siège de Rome par la tradition apostolique au titre de la définition de la foi et des conditions de la communion électorale.

Au V<sup>ème</sup> siècle, Rome est pillée mais le pape Léon Le grand (440-461) qui défendit la cité face à Attila explique dans l'un de ses sermons que Romulus et Remus ont fondé une première fois Rome, mais que Pierre et Paul, par leur martyre, l'ont fondé une deuxième fois. Définitivement. Car c'est sans doute le sens de l'apparition du Christ au cours d'une messe officinée par le pape Saint Grégoire (Grégoire Le Grand).

Aimé Raymond Nzango

## POURQUOI LE NOUVEAU PAPE S'APPELLE FRANÇOIS ET NON FRANÇOIS 1<sup>er</sup> ?

Le nouveau pape, l'ex-cardinal argentin, Jorge Mario Bergoglio, s'appellera tout simplement « Pape François » et non François 1<sup>er</sup>. Il sera appelé éventuellement un jour François 1<sup>er</sup>, si l'un de ses successeurs devait décider de lui rendre hommage en reprenant son prénom et en s'appelant lui-même François II.



Le Jésuite, le premier qui va présider aux destinées de l'Eglise Catholique, a choisi le nom de François, parce que c'est « un grand témoin de l'Evangile ». « *Il n'a pas choisi le nom d'Ignace, comme Ignace de Loyola fondateur de l'ordre des jésuites, il veut dire en cela que nous sommes au service de l'Eglise* », a déclaré le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi.

Pour sa part, le pape François a indiqué qu'il aimerait « *une Eglise pauvre et pour les pauvres* ».

Le 266<sup>e</sup> chef de l'Eglise catholique, élu le 13 mars pour succéder à Benoît XVI, s'exprimait à l'occasion de sa première audience avec les représentants des médias.

Il a notamment expliqué aux journalistes pourquoi il avait choisi le patronyme de Saint-François d'Assise, symbole de paix, d'austérité et d'assistance aux pauvres.

François, a dit l'ex-cardinal de Buenos Aires Jorge Mario Bergoglio, est l'homme qui a nous a donné cet esprit de paix, un homme pauvre. « *Combien j'aimerais une Eglise pauvre et pour les pauvres* », a-t-il ajouté. Depuis son élection au trône de

Saint-Pierre, le pape a multiplié les signes de sa volonté de présider à un style différent à la tête de l'Eglise catholique.

Le soir même de son élection, il a ignoré la limousine mise à sa disposition et préféré prendre la navette avec les autres cardinaux quittant la chapelle Sixtine. Le lendemain, il est retourné à l'hôtel géré par le Vatican où il était descendu avant le début du conclave et a insisté pour régler sa facture.

Au cours de son audience avec les journalistes, le pape a relevé sur le fait que les catholiques devaient garder à l'esprit que c'est Jésus qui est au centre de l'Eglise, et non le souverain pontife.

L'Eglise catholique, comme toute institution, a « *des vertus et des péchés* », a-t-il reconnu.

Il sied de rappeler que pendant que le monde entier était comme surpris par l'élection du Cardinal Argentin, le journal Le Patriote dans sa publication n° 218 l'avait prédit puisque le Cardinal Jorge Mario Bergoglio était sur notre liste des quatre prétendants au trône de Saint-Pierre.

Yengo Malanda



## UN GUIDE RAÉLIEN ARRÊTÉ POUR PRATIQUES DE SORCELLERIE SUR MINEURS

Un guide raélien a été mis en détention préventive par un juge d'instruction de Franceville au Gabon, pour pratiques de magie et de sorcellerie sur un jeune homme de 17 ans et une jeune fille de 14 ans. Les parents des victimes qui avaient montré de l'intérêt pour la philosophie raélienne ont décidé le 27 février 2013 de porter plainte contre Jean René Ogoula, dit Alè, guide prêtre raélien du Gabon. Ce dernier a été mis sous mandat de dépôt, suite à son entretien avec les deux mineurs au sujet des messages raéliens.

Les parents chrétiens ont prétendu que leur fille faisait des dessins de scènes de violence et des cauchemars depuis cette rencontre. Ce qui a conduit le juge à retenir une accusation de pratique de sorcellerie sur mineur. « La décision du juge d'instruction est totalement inacceptable » déclare Tai Ehouan, leader du Mouvement Raélien en Kama (Afrique) qui explique combien la philosophie du Mouvement Raélien International est attachée à dénoncer toute croyance en des pouvoirs surnaturels. « Il est particulièrement ridicule de parler de sorcellerie à l'endroit des messages raéliens quand on sait que ces messages basés sur la science sont démythificateurs et sont justement là pour dénoncer toutes ces croyances de sorcellerie et autres mysticismes qui empêchent l'éveil de l'esprit en créant la peur chez l'individu. » L'avocat requis par le Mouvement Raélien International pour la défense d'Alè a par ailleurs précisé qu'il n'y a pas de preuves sérieuses suffisantes permettant de mettre Alè en détention puisque ce dernier est en pleine possession de ses facultés et n'est pas violent donc ne représente aucun danger pour la société.

« Depuis plus de 20 ans que le Mouvement Raélien existe au Gabon, les messages raéliens sont fréquemment diffusés sur tous les médias, notamment sur la radio Africa N°1 et sont très appréciés des auditeurs, en particulier des jeunes, qui sont en phase avec le message de paix, de non-violence que nous apportons », déclare Danielle MEKUI, guide prêtre, responsable nationale du mouvement raélien au Gabon.

« Notre mission est de promouvoir la non violence absolue comme le montre nos campagnes "Une minute pour la paix" lancées depuis septembre dernier sur tout le continent et notamment ici à Libreville » ajoute Danielle MEKUI.

« Elle est aussi de promouvoir la science et de montrer combien toutes les croyances en un dieu ou en des forces surnaturelles comme la sorcellerie sont totalement infondées et surtout causes de traumatisme profond chez les enfants. Nous sommes de tout cœur avec la jeune fille qui semble montrer une forme de traumatisme mais nous dénonçons avec force le lien fait entre les messa-

ges raéliens profondément non violents et ce traumatisme, ainsi que l'accusation faite au sujet d'un de nos guides, qui a toujours été un exemple d'harmonie et de respect de nos règles de non violence absolue. La décision du juge d'instruction de mettre Alè en détention sur la base d'accusations non fondées représente une grave atteinte aux droits de l'Homme, et le Mouvement Raélien International demande au juge de mettre immédiatement un terme à cette détention arbitraire. » conclut Tai Ehouan.

Le Prophète Raël, Leader et fondateur du Mouvement Raélien International va même plus loin en disant que si la libération d'Alè n'intervient dans les plus brefs délais, il appellera les Raéliens du monde à, d'une part, organiser des marches pacifiques de protestation devant toutes les Ambassades et autres représentations diplomatiques du Gabon à travers le monde, à partir du lundi 11 mars 2013 et, d'autre part, porter l'affaire à la cour de justice des droits de l'homme pour dénoncer l'abus de pouvoir de ce juge d'instruction. Pour un contact ou une entrevue....

## Education

## PERTURBATIONS DES COURS À BRAZZAVILLE

Les élèves des écoles publiques et privées de Brazzaville subissent depuis la « levée » du mouvement de grève des enseignants, le 4 mars dernier, une perturbation des cours causée par des inconnus qui se livrent à des actes de vandalisme et à des bastonnades des élèves et écoliers en tenue dans les établissements scolaires et dans les rues.

Déclenchée depuis près d'un mois, par des enseignants qui réclament un statut particulier, cette grève entrave le déroulement normal des cours dans certains établissements de la ville capitale tels que Pierre Ntsiété, Liberté, Aaron Baouidi, Immaculée-Conception, Paul-Joseph, Antonio Agostinho Neto, le collège de la Fraternité, le lycée technique du 1<sup>er</sup> mai, Thomas Sankara, etc.

Alertée, la police s'est déployée dans ces quartiers, mais sans succès significatif. Les perturbateurs dans ces écoles seraient, indique-t-on, les élèves des lycées techniques 5 février pour la zone Nord, et 1<sup>er</sup> mai pour la partie Sud de Brazzaville, ainsi que certains voyous qui profitent de la situation pour semer le désordre.

Même le lycée Thomas Sankara à Mikalou 2, reconnu pour être l'un des meilleurs établissements de Brazzaville sinon du pays pour ses résultats aux examens d'Etat, a été victime de ces actes de vandalisme qui traumatisent les enfants depuis un mois. Lundi 11 mars, non contents de ne pas faire cours à cause de la grève des enseignants, des délinquants, après avoir visité les différentes écoles privées de Nkombo dans le but de lyncher tous ceux qui s'entêtaient à poursuivre les cours, se sont dirigés vers le lycée Thomas Sankara où ils ont à ce niveau barricadé la voie publique à l'aide des troncs d'arbres, bloquant toute circulation durant des heures.

Le pire a été évité grâce à l'intervention de la force publique qui a



Les élèves des écoles conventionnées catholiques ont été contraints de quitter leurs établissements scolaires

fait usage des gaz lacrymogènes pour disperser ces élèves fauteurs de troubles. Une semaine auparavant, ces mêmes vandales, machettes en main à la manière des « Kuluna », ont fait irruption dans les salles de classe de ce lycée, sommant les enseignants et élèves en plein cours de vider les lieux. Apeurés par les menaces de ces bandits, ces enseignants et élèves ont obéi à ces sommations pour ne pas risquer leur vie.

Face à ce climat d'insécurité en milieu scolaire, il revient donc aux autorités compétentes de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour rétablir l'ordre et la sécurité tant dans les écoles publiques que privées, car l'avenir de nos enfants en dépend. « Il y a un problème de grève qui est réel, nous demandons que les autorités présentent la situation de manière officielle aux syndicalistes qui sont en même temps des parents, de sorte que la grève soit effectivement levée afin que

les cours reprennent normale », a déclaré le proviseur du lycée Thomas Sankara, M. Edgard Lucien Morapenda. Ce désordre a fait l'objet, la semaine dernière à Brazzaville, d'une assemblée générale des promoteurs des écoles privées, qui « s'étonnent du silence du gouvernement » quant aux effets collatéraux de cette grève sur leurs activités, alors qu'ils ne sont pas concernés par ce mouvement. Ils invitent le gouvernement à dialoguer avec les enseignants grévistes afin de garantir le climat de paix et de sérénité prôné par le président de la République. Tout en condamnant les actes de vandalisme perpétrés au sein de leurs établissements scolaires, ils ont, à cet effet, demandé que la force publique soit mise à contribution par le gouvernement pour sécuriser les locaux, les personnels et les élèves fréquentant les établissements privés de l'enseignement. Selon le gouvernement, la responsabilité a été donnée aux représentants des enseignants de rédiger le projet de statut particulier et de faire des propositions sur l'harmonisation et le traitement des textes d'intégration des enseignants. D'après une source syndicale, une séance de travail réunira le 20 mars 2013, les représentants des syndicats d'enseignants afin de finaliser les pourparlers. Les enseignants exigent que soient ajustés un certain nombre de primes et les rémunérations en tenant compte des promotions intégrées. Ils revendiquent en outre le paiement total de leurs rappels de solde d'activités.

Compte tenu des avancées significatives des négociations, le bureau de la Coordination Nationale du Collège Syndical, sous-secteur de l'enseignement technique, a décidé de la poursuite des enseignements dans tous les établissements scolaires publics du Congo jusqu'à l'adoption du statut particulier des enseignants au plus tard le 10 avril 2013.

## Médias

## ACI MUTUELLE CÉLÈBRE LES 31 ANS DE SON EXISTENCE DANS L'APOTHÉOSE

Mars 1982-Mars 2013, la mutuelle de l'Agence Congolaise d'Information (ACI) a 31 ans. A cette occasion, le bureau exécutif et le commissariat aux comptes de ladite mutuelle ont organisé une fête couplée de celle du nouvel an 2013, le 15 mars dernier au bar Macedo, à Baongo. ACI Mutuelle qui est une initiative de la cellule syndicale de cet organe est aujourd'hui, selon son président Alphonse Ndinga, l'une des structures qui présente la meilleure forme de toutes les mutuelles existant au sein des différents organes sous tutelle du ministère de la communication.

Avec plus de 200 mutualistes et un solde créditeur d'une dizaine de millions de Fcfa, ACI mutuelle s'acquitte régulièrement de ses devoirs auprès des mutualistes. Le président du bureau exécutif a annoncé la dotation d'une carte à chacun des membres, dans les prochains mois. Il a par ailleurs invité les jeunes fonctionnaires évoluant dans les différentes directions composant le ministère de la communication, à adhérer à ACI Mutuelle.

Il faut saluer le dynamisme de l'actuelle équipe dirigeante de cette mutuelle, quand on sait qu'il y a



Quelques membres du bureau de la mutuelle de l'ACI

quelques années, celle-ci avait connu quelques difficultés surmontées par les gestionnaires en fonction. Alphonse Ndinga qui quittera très prochainement la tête de la structure, pour faire valoir ses droits à la retraite, laissera à son successeur, un instrument financier au point. Notons que

l'ACI est le plus ancien de tous les organes de presse d'Etat qui existent au Congo. Sa création remonte à 1961. Elle est aussi l'organe la plus représentée sur le territoire national, avec des directions dans tous les départements du Congo. Grâce à la coopération canadienne, l'ACI a connu des moments de gloire au début des années 80. Aujourd'hui, l'Agence a du mal à assumer son rôle de grossiste de l'information.

D.M.

Gulit Ngou



Troisième journée des éliminatoires de la C.M 2014 de football

## CONGO-GABON DANS LA LOGIQUE DE DAVID CONTRE GOLIATH ?

Des étincelles, il y en aura sûrement samedi prochain au stade municipal de Pointe-Noire. Congolais et Gabonais sont en lutte pour le leadership dans le groupe E des éliminatoires de la coupe du monde 2014, zone Afrique. Pour le moment, les Diables-Rouges congolais devancent les Panthères gabonaises de trois points au classement.



Ces Diables-Rouges feront-ils rêver les Congolais ? (Photo d'archives)

Il y a parfois de quoi s'inquiéter des proportions prises par la rivalité entre les deux pays. Si côté congolais, Congo-Gabon reste à jamais qu'un match comme un autre, il n'en est pas le cas de l'autre côté. Et pourtant, ce sont bien les Congolais qui ont le plus souffert des émeutes de septembre 1962. Émeutes par rapport auxquelles les footballeurs gabonais ont beaucoup de

reproches à se faire. Pourtant, les temps ont changé. Pour preuve, l'équipe nationale congolaise est devenue «Diables-Rouges» tandis qu'Azingo National s'est mué en «Panthères». De même l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) puis la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (Cemac) sont nées pour rapprocher davantage les peuples de la

sous-région où l'on prône la libre circulation des biens et des personnes. Mais, à ce jour, le Gabon est le seul et unique pays à imposer des visas d'entrée sur son territoire aux citoyens des autres pays de la sous-région. Cependant, au plan sportif, il se dégage une impression comme quoi nos frères gabonais souffrent d'un certain complexe. Ils sont frustrés d'être, à ce jour, en net

retard de gains. Le Congo, par exemple, est déjà médaillé d'or des jeux africains, champion d'Afrique des nations et des clubs par l'entremise du Cara. Et tout récemment, AC Léopards de Dolisie a enrichi ce palmarès par une belle victoire en coupe de la CAF. C'est sûrement la comparaison qui dérange. Elle pousse nos voisins à la jalousie, à l'agressivité et aux débordements de tous ordres. C'est ainsi sans doute qu'ils ont pris l'option d'asseoir leur suprématie sur le Congo pour compenser leur déficit au plan des performances.

### Qu'en sera-t-il samedi prochain ?

L'évidence, aujourd'hui, est que le football gabonais a réalisé de considérables progrès ces dernières années. Il est de plus en plus présent dans les grands rendez-vous du continent. Il dispose de remarquables individualités qui, de nos jours, font la pluie et le beau temps de bon nombre de clubs en Europe. C'est le cas, par exemple, de Pierre Emerick Aubameyang, buteur de charme à l'As Saint Etienne. Un autre talent, Daniel Cousin, sentant les pieds en délicatesse avec le poids de l'âge est désormais rentré au pays pour servir au FC Sapin. Mais il peut encore apporter son expérience et sa classe. Même si son père vient d'être arraché à la vie, il pourrait bien figurer dans les plans de Paolo Duarte. Mais le Gabon c'est aussi un collectif généreux et combatif qui sait faire circuler le ballon.

Il reste, cependant, que le Gabon traîne le lourd handicap de n'avoir jamais gagné en terre congolaise. C'est une chose qui a son importance. Il reste qu'avant ce

match le ministre en charge des sports se voit obligé de jouer au sapeur-pompier à la Fédération congolaise de football. Là-bas, c'est le royaume de l'hypocrisie où l'on fait superbement semblant de s'ignorer et de collaborer. Une cérémonie de lavement de mains et de cœur aura lieu au cours de la semaine à Pointe-Noire. Mais Kamel Djabour, l'entraîneur, a déjà rendu sa copie à la hiérarchie. A l'exception de deux ou trois joueurs qu'il entend convoquer encore pour compenser les éliminations opérées pour des raisons administratives, il se dit désormais prêt à affronter l'adversité. Pas de surprise, en ce qui concerne le groupe, ce sont pratiquement les mêmes joueurs que l'on voit défiler depuis deux ou trois ans. On note cependant les absences de Fodé Doré (Angers), Delarge Ndzon et Koumba-Linganzi qui avait été convoqué dernièrement pour le stage au Maroc. On aurait pourtant aimé voir arriver des jeunes comme Percy Akoli (Etoile de Sahel) et Belange Epako (Don Bosco). Mais, bon, n'en voulons pas à Kamel Djabour. Il sera seul à répondre du résultat. Cependant, son équipe n'a pas bénéficié de suffisamment de matches conséquents de préparation. Juste on peut noter le nul encourageant (1-1) concédé au Portugal devant l'Angola. Mais, après, il y a eu la défaite devant la modeste formation marocaine de Diáfaa El Jadida (0-1), septième au championnat de son pays. Mais on espère que les Diables-Rouges sauront se faire violence pour trouver samedi prochain des arguments qui imposent le respect.

Georges Engouma

Quarts de finale de la champions league

## BAYERN DE MUNICH-JUVENTUS DE TURIN EN VEDETTE

Une mise en scène bien agencée, bien chronométrée, le tirage au sort des quarts de finale de la champion's league européenne de football a eu lieu vendredi dernier à Nyon (Suisse), siège de l'UEFA. C'est la main de l'ancienne star anglaise de football, Steve MC Namanam, qui a décidé des quatre doubles confrontations.

Aie ! aie ! c'est sûrement le cri lancé par les Parisiens lorsque Steve Mc Namanam a révélé l'adversaire du P.S.G qui, finalement, va devoir en découdre avec le FC Barcelone. Et pourtant, les commentateurs qui ont suivi, sur la chaîne Info-sport sont plutôt allés dans le sens de l'optimisme. Pourquoi ? Eh, bien parce que le FC Barcelone traverserait, selon les journalistes français, une mauvaise passe. Le Barça a été battu à Milan et humilié par son éternel rival madrilène. Les «blaugrana», selon eux, ne sont pas encore sortis du doute même s'il y a eu le sursaut d'orgueil devant le Milan AC. Qu'en pensent les barcelonais ? il y a, cependant, lieu de croire que les français sont tout simplement en train de se donner un peu de courage. Car Barcelone, jusqu'à

ce jour, est encore et toujours le meilleur club de la planète.

### Un classique explosif, Bayern-Juventus

Le choc de ces quarts de finale est celui qui mettra aux prises les allemands du Bayern de Munich aux Italiens de la Juventus de Turin. Les allemands ont eu une qualification tirée par les cheveux en huitièmes de finale devant Arsenal. Ils ont été battus à l'Allianz Arena sur le score de 2 à 0. Mais c'est sûrement un match à vite oublier dans la mesure où les allemands se sont sûrement laissés endormir par le succès relativement facile de la manche-aller (3-1). Maintenant, les leaders imperturbables de la bundesliga vont devoir s'attaquer à ceux du calcio. Là, ce sera bien sûr une autre paire de manches. Car il va



Le Bayern de Munich

falloir se donner à fond pour espérer passer devant une équipe qui s'est livrée à une impressionnante démonstration au tour précédent devant une autre formation anglo-saxonne à savoir Celtic Glasgow. Aussi, il faudra s'attendre à un choc de titans entre les bavarois et la Vecchia Signora. De quel côté penchera la balance ? Difficile à dire. La même hésitation con-

cerne l'explication entre les Espagnols de Malaga et les Allemands de Borussia Dortmund. Malaga, qui découvre ce niveau de la compétition, a la chance de posséder une génération solidaire, généreuse, talentueuse et audacieuse. Déjà cette équipe avait pris la première place de son groupe devant le Milan AC avant de terrasser un ancien champion, le FC Porto,

en huitièmes de finale. Il n'est pas certain que le Borussia Dortmund, bien que nanti d'une grosse expérience, puisse se balader dans ce quart de finale. Surtout qu'il s'agit là d'un autre bel affrontement entre l'école latine et celle anglo-saxonne. On va sûrement se régaler.

L'explication sans doute la plus inégale dans ce menu des quarts de finale est celle entre le Real Madrid et Galatasaray. Bien sûr, le football est ce qu'il est avec, parfois, de gros tremblements de terre. Mais le Real, depuis sa semaine magique, est sur un nuage. Il collectionne des succès qui font pousser des ailes à Cristiano Ronaldo. On voit mal l'équipe turque, malgré Didier Droghba et Sneijder, réussir à « dérailler » la machine madrilène. Barcelone, par deux fois, et Manchester United, deux ogres de la planète foot, ont tristement mordu la poussière. C'est un signe clair selon lequel plus rien ne peut encore arrêter les « Merengues ». A moins que Didier Droghba n'aille puiser dans ses « gris-gris » ivoiriens pour éblouir une fois de plus ses adversaires. Matches - aller les 2 et 3 avril et retour les 9 et 10 avril 2013.

G.E.